



Centre hospitalier de Versailles  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉ PUBLIC  
DE SERVICES**

# **Prestations de nettoyage et de bio nettoyage des locaux, vitrierie, prestations de restauration et services associés pour le Centre Hospitalier de Versailles et ses annexes**

## **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Appel d'offres passé en application des articles L.2124-2 1°, R.2124-2 1°, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5, du code de la commande publique

Consultation n°

2025MM28










## SOMMAIRE

<b>Appel d'offres passé en application des articles L.2124-2 1°, R.2124-2 1°, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5, du code de la commande publique</b>	<b>1</b>
<b>ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
1.1. Objet du marché	6
1.2. Forme et étendue du marché	6
1.3. Prestations similaires	7
<b>ARTICLE 2. DUREE DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
2.1. Durée globale du marché	7
2.2. Délai des bons de commande	7
<b>ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
4.1. Conditions générales de réalisation des prestations	8
4.2. Obligation de résultats	8
4.3. Adresse d'exécution	9
4.4. Remise des clés	9
4.5. Etat des lieux d'entrée et état des lieux de sortie	9
4.6. Responsables techniques et administratifs	9
4.7. Conditions d'accès au site	10
4.8. Organisation du travail	10
4.9. Personnel	10
4.10. Encadrement du personnel	10
4.11. Modalités d'exécution des Commandes	11
4.12. Condition d'émission des bons de commande	11
4.13. Clauses de réexamen	11

<b>4.14. Evolution des prix en cas d'imprévision</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>12</b>
<b>5.1. Conformité des prestations</b>	<b>12</b>
<b>5.2. Obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation vis-à-vis du CHLV</b>	<b>13</b>
<b>5.3. Garantie de l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique</b>	<b>13</b>
<b>5.4. Protection de l'environnement</b>	<b>14</b>
<b>5.5. Réparation des dommages</b>	<b>14</b>
<b>5.6. Protection des données personnelles</b>	<b>14</b>
<b>5.7. Obligation de confidentialité</b>	<b>15</b>
<b>5.8. Mesures de sécurité</b>	<b>15</b>
<b>5.9. Obligation de vigilance</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX</b>	<b>17</b>
<b>6.1. Forme des prix</b>	<b>17</b>
<b>6.2. Modalités de variations des prix</b>	<b>18</b>
<b>6.3. TVA :</b>	<b>19</b>
<b>6.4. Conditions de paiement</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 7. MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 8. PENALITES</b>	<b>21</b>
<b>8.1. Généralités sur les pénalités</b>	<b>21</b>
<b>8.2. Pénalités</b>	<b>22</b>
<b>8.3. Pénalités applicables :</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 9. RESILIATION</b>	<b>23</b>
<b>9.1. Résiliation pour faute</b>	<b>23</b>
<b>9.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire</b>	<b>23</b>
<b>9.3. Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE</b>	<b>24</b>

ARTICLE 11. ASSURANCE	24
ARTICLE 12. NANTISSEMENT OU CESSION DU MARCHE	24
ARTICLE 13. LANGUE ET MONNAIE	25
ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS	25
ARTICLE 15. CONTESTATIONS - LITIGES	25
ARTICLE 16. DISPOSITIONS PARTICULIERES	26
ARTICLE 17. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION :	26

## ELEMENTS CLES DU CONTRAT

 Objet du contrat	<b>Prestations de nettoyage et de bio nettoyage des locaux, vitrerie, prestations de restauration et services associés pour le Centre Hospitalier de Versailles et ses annexes</b>
 Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud
 Type de contrat	Marché de service
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Hôpital André Mignot et ses sites extérieurs
 Durée	6 ans fermes
 Pénalités de retard	Voir rubrique CCAP
 Variation des prix	Révisables
 Nature des prix	Mixtes (unitaires et forfaitaires) avec un montant maximum de 300 000,00€ HT pour la partie à bons de commande.

Terme	Définition
<b>Contrat</b> :	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offre ouvert - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021</a>
<b>Marché public</b> :	tout contrat, marché ou accord-cadre, conclu sur le fondement du code de la commande publique.
<b>Acheteur</b> :	L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
<b>Pouvoir Adjudicateur</b> :	personne morale soumise au code de la commande publique, qui passe le marché ou l'exécute, soit seule, soit conjointement avec d'autres personnes morales dans le cadre d'un groupement de commandes.
<b>Titulaire</b> :	<p>Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p> <p>Lorsque le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché, il est qualifié de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D. ( Règlement général sur la protection des données).</p>
<b>Prestation</b> :	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## PREAMBULE

Le Centre hospitalier de Versailles étant établissement support du GHT Sud 78, agit pour son propre compte.

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des articles des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

### **Dispositions particulières liées au GHT :**

Concernant les relations contractuelles liées à la phase d'exécution du contrat, elles sont établies entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

Ainsi, les dispositions suivantes dérogent aux articles du CCAG visé dans les pièces contractuelles au présent document, qui désignent le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) comme responsable des actes d'exécution du marché:

- Dispositions relatives à la demande de paiement

La présentation des demandes de paiement (acompte, solde) s'effectue auprès de l'établissement concerné par l'exécution du contrat. Aucune demande de paiement ne peut être envoyée à un établissement non concerné

par l'exécution d'une prestation dont il n'est pas le donneur d'ordre. L'envoi erroné d'une demande de paiement ne fait pas courir le délai de 50 jours. Le comptable assignataire est désigné à l'annexe à l'acte d'engagement. Les intérêts moratoires sont appliqués à l'établissement concerné par le retard de paiement.

Par ailleurs, se reporter à l'article du présent CCAP sur la demande de paiement et notamment la facturation électronique.

- L'établissement support intervient dans les relations contractuelles pour le compte des autres établissements dans les situations suivantes :

- Prononciation de la résiliation du contrat
- Assistance à l'établissement concerné pour les règlements amiables et juridictionnels du contrat
- Signature des modifications du contrat (avenant) et des sous-traitances.
- Dénonciation pour non reconduction tacite

Tous les actes d'exécution non prévus dans cette présente disposition sont établis entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

---

### 1.1. Objet du marché

Le présent cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la réalisation, le contrôle et le pilotage de prestations de nettoyage et de bio nettoyage, de vitrerie et de prestation pour les locaux, services et zones désignés par le pouvoir adjudicateur pour son propre compte conformément aux protocoles d'hygiène hospitalière en vigueur, aux normes réglementaires et aux exigences techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et annexes jointes au DCE.

### 1.2. Forme et étendue du marché

#### ■ Forme du marché:

Il s'agit d'un marché de service.

Ce marché est à prix mixtes avec :

- Une partie forfaitaire (DPGF).
- Une partie à bons de commande (BPU) sans montant minimum et avec un montant maximum de 300 000,00 € HT pour toute la durée du marché.

#### ➤ Les prestations récurrentes :

- **Nettoyage et bio nettoyage des locaux et gestion des déchets inhérents**
- **Vitrerie et gestion des déchets inhérents** : nettoyage périodique des vitres intérieur et extérieur à hauteur d'homme et faisable à la perche
- **Restauration et gestion des déchets inhérents**

#### ➤ Le crédit d'heure de régie:

Il est prévu au présent marché 40 heures de régie par mois.

➤ La gestion des flux chariots/armoires

Cette prestation concerne les flux entre le magasin/ la blanchisserie et les services de soins.

➤ Les prestations à la demande :

Ces prestations désignent l'ensemble des prestations réalisées en sus des prestations récurrentes, permettant d'optimiser l'efficacité, la qualité, la traçabilité et la continuité du service rendu.

Ces prestations sont effectuées ponctuellement à la demande du pouvoir adjudicateur.

■ **Allotissement :**

La présente consultation ne fait l'objet d'aucune décomposition en lots. Le non-allotissement se justifie par l'absence de prestations distinctes, qui rendrait difficile d'exécution des prestations.

■ **Type de procédure**

Le présent marché est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 et R.2124-1 à R.2124-2 du code de la commande publique.

### **1.3. Prestations similaires**

L'acheteur peut passer avec le titulaire, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

L'intégration des urgences pédiatriques dans le périmètre du marché interviendra, en cours d'exécution, par avenant ou dans le cadre de prestations similaires.

## **ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE**

---

### **2.1. Durée globale du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée de douze 6 ans à compter de la date d'exécution prévue par le marché, soit le 20 juin 2026 ou à partir de la date de notification du marché, si date ultérieure.

### **2.2. Délai des bons de commande**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché.

## **ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

---

En application de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché qui suivent prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-après par ordre de priorité décroissant:

- l'acte d'engagement et ses annexes financières; (BPU et DPGF)
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes; (Annexe - liste du personnel existant)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (Annexes 1, 2, 3, 4, 5,6,7,8,9,10 et 11.)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G-F.C.S.), selon l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, publié le 1<sup>er</sup> avril 2021 au journal officiel;
- les bons de commandes
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

Les exemplaires originaux des pièces du marché et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

## **ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **4.1. Conditions générales de réalisation des prestations**

Toutes les mesures sont prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations et notamment celles fixées au CCTP.

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation et ceci conformément aux délais prescrits dans les bases légales. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec accusé réception.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché) et au protocole de nettoyage en vigueur dans l'Etablissement.

### **4.2. Obligation de résultats**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour toute la durée du marché pour fournir et contrôler toutes les prestations faisant l'objet du présent cahier des charges conformément à l'article 9 du CCTP. Cette obligation de résultat concerne la qualité et l'efficacité, dans les missions définies dans le cahier des charges. Le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour éviter toute anomalie, tout retard constaté est traité immédiatement par ses soins.

### 4.3. Adresse d'exécution

L'exécution des prestations a lieu à :

DENOMINATION		ADRESSE
HOPITAL MIGNOT	Site principal	177 rue de Versailles, 78150 Le Chesnay
		À l'extérieur des 2 tours et dans l'enceinte de l'hôpital Mignot (sites "déportés"): EFS: 2 Rue Jean Louis Forain, 78150 Le Chesnay-Rocquencourt) Maison de la recherche, Médecine du Travail, Cap Vers, Algéco, Aubert
SITES EXTERIEURS	Richaud	80 Boulevard de la Reine 78000 VERSAILLES
	Despaigne	50 Rue Berthier 78000 VERSAILLES
	IFSI	25 Boulevard St Antoine 78000 VERSAILLES
	Psychiatrie	CATTP : 88 rue de la Bonne Aventure, quartier Montreuil, 78000 Versailles TCD & MDA: passage Roche, 78 000 Versailles IPEA: rue d'Artois, 78 000 Versailles

### 4.4. Remise des clés

En cas de perte, vol ou de casse des moyens d'accès (clés, badges), le titulaire avisera aussitôt le responsable du marché et/ou son représentant par courrier.

Celles-ci sont remplacées et font l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif défini par le pouvoir adjudicateur conformément à l'application des pénalités du présent CCAP. Si cette perte nécessite le remplacement de l'ensemble des serrures, le pouvoir adjudicateur refacture cette prestation au titulaire.

En fin de marché, le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur les clés confiées.

### 4.5. Etat des lieux d'entrée et état des lieux de sortie

Un état des lieux d'entrée des locaux et des équipements mis à disposition du titulaire au démarrage des prestations.

Le titulaire, après avoir visité les lieux, reconnaît que le dossier contractuel qui lui a été remis à la date de conclusion du marché est suffisant pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, l'exécution des prestations suivant les règles de l'art.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de quelconque élément qui n'aurait pas été porté sur l'état des lieux initial pour s'exonérer de l'exécution de ses prestations.

Les modalités d'état des lieux d'entrée sont détaillées à l'article 10.1 du CCTP

Un état des lieux de sortie des locaux et des équipements mis à disposition du titulaire en fin de marché.

Le titulaire s'engage à laisser en fin de marché, les locaux et les équipements en bon état.

Ces états des lieux seront signés des deux parties et annexés au présent marché.

### 4.6. Responsables techniques et administratifs

Le titulaire doit désigner son **responsable technique et administratif** dans le cadre de réponse technique.

Les parties ont la possibilité de remplacer leurs responsables au cours du marché, à charge pour eux d'en informer l'autre partie par lettre simple ou par mail dans les quinze (15) jours calendaires au plus tard suivant ledit remplacement.

Cf article 2.5 du CCTP

#### **4.7. Conditions d'accès au site**

Les responsables techniques du titulaire et du CHV s'informent mutuellement dès le début d'exécution des prestations et tout au long du contrat des **conditions d'accès au site**. Cf article 10.3 du CCTP.

#### **4.8. Organisation du travail**

Le titulaire gère l'organisation du travail et la répartition quotidienne des effectifs. Les personnels du titulaire sont les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, accident de travail, maladie etc.....).

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le titulaire a l'obligation de remplacer immédiatement le personnel absent en informant le référent achat et/ou son représentant.

En cas d'absence d'un agent ou de départ d'une personne affectée à la réalisation des prestations, le titulaire doit, sans délai, informer les responsables du marché, et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise et notamment que les heures prévues soient réalisées.

Cf article 10.2 du CCTP.

#### **4.9. Personnel**

Le titulaire s'engage à fournir, dans les 8 jours avant le commencement des prestations, la liste nominative et qualitative du personnel susceptible d'intervenir dans les locaux, ils seront les seuls autorisés à intervenir dans l'établissement auquel ils seront affectés.

En cas de changement au cours de l'exécution du marché, le titulaire établit une nouvelle liste, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard dans les 48h suivant ce changement.

**Le titulaire doit doter obligatoirement chaque membre de son personnel, d'un badge d'entreprise non falsifiable avec le nom et la photographie des agents, d'un vêtement de travail, et éventuellement de protection.**

Les vêtements de travail et de protection sont tenus en permanence dans un état de parfaite propreté. Le personnel du titulaire assure les prestations qui leur sont confiées dans cette tenue réglementaire de la société titulaire. Les agents du titulaire sont tenus de se présenter à leur poste de travail dans une tenue correcte et porter un badge avec leur nom et qualité.

Le titulaire veille à ce que la tenue vestimentaire soit d'une part conforme aux règles de sécurité et d'hygiène de la profession et d'autre part identifie l'organisme du titulaire.

#### **4.10. Encadrement du personnel**

Le titulaire doit obligatoirement affecter au site, un agent responsable de l'encadrement et se conformer aux exigences du CCTP article 10.2 Cet agent encadrant est joignable par téléphone et/ou courriel et/ou sur site et durant les plages horaires définis au CCTP.

Les instructions de la personne publique lui sont transmises. Il lui appartiendra de les communiquer et de les faire appliquer au personnel qu'il encadre.

Le titulaire est responsable de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du C.C.T.P.

#### **Reprise du personnel :**

L'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 prévoit la continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché en cas de changement de prestataire. Ces dispositions s'appliquent aux entreprises ayant une activité relevant du code APE 81.2, attributaires et sous-traitantes de l'exécution du marché lorsqu'il y a succession de prestataires pour des travaux effectués dans les mêmes locaux.

Dans ce contexte et dans le but que l'acheteur transmette ces éléments essentiels à l'ensemble des soumissionnaires dans le dossier de consultation lors du renouvellement de ce marché, le titulaire est tenu de transmettre, six mois avant la fin du marché, les éléments relatifs au personnel exécutant les prestations concernées remplissant les conditions de reprise posées à l'article 7 de la convention collective susvisée. Cette information pourra être réactualisée par l'attributaire à la demande de l'acheteur lors de la période de passation du marché.

Les informations relatives à la reprise du personnel ont été transmises par le Titulaire sortant.

Il appartient au Titulaire, une fois désigné, de se rapprocher, le cas échéant, de son prédécesseur afin de connaître l'état quantitatif et qualitatif des personnels éventuellement à reprendre ainsi que les masses salariales correspondantes actualisés au terme du précédent contrat. Les modalités de reprise du personnel affecté au service sont soumises aux dispositions en vigueur du Code du travail et des conventions collectives et particulières applicables.

#### **4.11. Modalités d'exécution des Commandes**

Exclu les prestations récurrentes assujetties à la DPGF.

Concerne Les prestations à la demande « non récurrentes » sur la base du BPU.

Les commandes spécifiques et non récurrentes sont émises via un bon de commande distinct.

L'exécution des commandes conditionnées par l'émission de bons de commandes sont faites au fur et à mesure des besoins des établissements.

La commande prendra en compte les surfaces qui sont réellement à traiter.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par le Centre hospitalier de Versailles sera établi pour un montant hors taxe.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

#### **4.12. Condition d'émission des bons de commande**

Concerne uniquement les prestations à la demande (BPU)

Les prestations à bons de commandes sont effectuées au vu de bons de commandes par voie dématérialisée adressés par le référent/responsable désigné.

Les bons de commande relatifs au marché peuvent être émis dès notification.

Les commandes seront établies au fur et à mesure des besoins.

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande respectant au minima les éléments attendues dans le devis type en annexe 7 du CCTP.

Le titulaire doit exécuter l'ensemble des commandes qui lui sont demandées par l'établissement concerné.

Le titulaire doit informer systématiquement l'établissement concerné en cas de difficulté d'exécution des prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Cependant, si la durée d'exécution se poursuit au-delà de la date de fin de marché, elle ne doit pas excéder trois mois par rapport à la date de fin de marché

#### **4.13. Clauses de réexamen**

Une procédure de réexamen du présent marché peut être menée à tout moment :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché ;
- En cas de rajout ou suppression d'un service dans le cadre des prestations récurrentes assujetties à la DPGF
- Afin d'ajouter et/ou retirer des surfaces ;

- A tout moment, en cas d'évolution importante du coût des matières premières (dûment justifié) ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché ;
- En cas d'augmentation trop importante des prix par l'effet automatique de la révision annuelle.

L'initiative de cette procédure peut venir du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire (sur demande justifiée). Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

**A noter que le chiffrage d'un rajout de service dans les prestations récurrentes de nettoyage et bio nettoyage sera justifié par le fichier des cadences, annexe 7 au CCTP « Cadences » ; préalablement rempli par le titulaire lors de la remise des offres ; en vigueur sur toute la durée du marché.**

#### **4.14. Evolution des prix en cas d'imprévision**

Si un événement imprévisible et étranger (épidémie, pandémies, crise politique, crise économique, catastrophes naturelles etc..) à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix par voie d'avenant** dans les conditions suivantes :

- La révision des prix mentionnés au présent CCAP n'arrive pas à combler le manque à gagner subi par les entreprises ;
- La hausse des prix n'excède pas plus de 10% du montant initial du marché.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

### **ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

#### **5.1. Conformité des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et aux critères de certification imposés par les autorités (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

L'exécution des prestations a lieu aux adresses et aux horaires mentionnés par le CHV ; conformément aux modalités attendues et décrites dans le CCTP.

Le titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire déclare avoir contrôlé toutes les indications des documents de la consultation, notamment celles données par le C.C.T.P. et recueilli les renseignements complémentaires éventuels auprès du CHV.

En complément des dispositions du C.C.T.P, le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

### **5.2. Obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation vis-à-vis du CHV**

Le titulaire doit fournir des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il est tenu d'informer impérativement le pouvoir adjudicateur en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations.

En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par le pouvoir adjudicateur.

### **5.3. Garantie de l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique**

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour son marché, **les moyens humains et matériels** qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission, formation ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, l'ensemble du marché ne peut être remis en cause par le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire prend les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplace le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalente.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

**Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.**

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier le CHV notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution du marché qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le CHV et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

En cas de manquement à une seule de l'ensemble des obligations mentionnées au présent article, le CHV se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

#### **5.4. Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le cas échéant, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du CHV.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le CHV afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire s'engage à former les personnels prestataires à une bonne hygiène des mains, aux précautions « standard » et à la conduite à tenir en cas d'accident d'exposition au sang (AES).

#### **Clause RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) :**

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à adopter une démarche intégrant des considérations sociales, environnementales et éthiques. Le titulaire devra :

Respecter les principes de non-discrimination, d'égalité professionnelle et de diversité au sein des équipes ;

Favoriser lorsque cela est possible, l'emploi de personne en insertion ou en situation d'handicap ;

Fournir à la demande du pouvoir adjudicateur, tout document attestant de ses engagements RSE.

#### **5.5. Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Modalités d'application : La détermination des responsabilités et du montant des dommages s'effectue selon une procédure contradictoire, permettant à chaque partie de présenter ses observations. En cas de sinistre, la partie lésée informe l'autre partie par écrit, en précisant les circonstances et les conséquences du dommage. Une expertise contradictoire peut être diligentée pour évaluer la nature du préjudice.

Le montant des réparations est établi sur la base de devis, factures, ou toute pièce justificative pertinente. Une négociation amiable peut être engagée pour convenir d'une indemnisation ou d'une réparation en nature.

Le titulaire est tenu de souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages causés au pouvoir adjudicateur. Une attestation d'assurance pourra être exigée à tout moment.

En cas de désaccord persistant, les parties peuvent saisir le tribunal administratif compétent.

#### **5.6. Protection des données personnelles**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril

2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

### **5.7. Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### **5.8. Mesures de sécurité**

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 5.9. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- ❖ Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
  - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
  - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- ❖ Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
  - sa date d'embauche ;
  - sa nationalité ;
  - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- ❖ Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
  - le certificat social URSSAF ;
  - une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- ❖ Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
  - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- ❖ Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
  - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

---

### 6.1. Forme des prix

Ce marché est à prix mixte avec une partie forfaitaire (DPGF) et une partie à bons de commande (BPU), sans montant minimum et avec un montant maximum de 300 000,00 euros HT pour toute la durée du marché.

➤ La partie de prestations récurrentes concerne :

- **Prestation de nettoyage et de bio nettoyage des locaux et gestion des déchets inhérents**
- **Prestation de l'entretien de la vitrerie et gestion des déchets inhérents** : nettoyage périodique des vitres intérieur et extérieur à hauteur d'homme et faisable à la perche
- **Prestation de restauration et gestion des déchets inhérents**

Elle est traitée à prix global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement et détaillé dans son annexe « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire » (DPGF).

=> Détail des prix pour les prestations récurrentes de nettoyage, bio nettoyage, entretien de la vitrerie et restauration:

Les prix comprennent tous les frais afférents à l'exécution des prestations (main d'œuvre, gestion des déchets, déplacement, matériels, équipement, produits et consommables non fournis par le bénéficiaire nécessaire à la réalisation de la prestation, astreintes si besoin) ; toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché notamment :

- La réalisation de la prestation conformément aux dispositions techniques visées dans les CCTP ;
- Les 10 000 m<sup>2</sup> de décapage (pour le nettoyage)
- Gestion des déchets
- La ressource humaine nécessaire.
- La ressource en moyen matériel

=> Base de référence en cas de rajout de service par voie d'avenant :

En cas de rajout de prestation récurrente par voie d'avenant, le coût de la prestation au forfait sera calculé sur la base du fichier des cadences m<sup>2</sup>/heure (cf. annexe 6 « Cadences ») préalablement rempli par le titulaire au moment du dépôt de son offre.

L'annexe 6 « *Cadences* » doit être remplie-intégralement afin de pouvoir justifier le chiffrage de toute demande de prestation de nettoyage et bio nettoyage récurrente supplémentaire.

➤ La partie « Crédit d'heure de régie

Ce service est traité à prix global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement et détaillé dans son annexe « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire » (DPGF).

Les prix comprennent tous les frais afférents à l'exécution de ce service (main d'œuvre, déplacement, matériels, équipement, produits et consommables non fournis par le bénéficiaire nécessaire à la réalisation de la prestation, astreintes si besoin) ; toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché notamment :

- La réalisation de la prestation conformément aux dispositions techniques visées dans les CCTP ;
- Gestion des déchets
- La ressource humaine nécessaire.
- La ressource en moyen matériel

➤ La partie « Gestion des flux chariots/armoires »

Ce service est traité à prix global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement et détaillé dans son annexe « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire » (DPGF).

Les prix comprennent tous les frais afférents à l'exécution de ce service (main d'œuvre, déplacement, matériels, équipement, produits et consommables non fournis par le bénéficiaire nécessaire à la réalisation de la prestation, astreintes si besoin) ; toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché notamment :

- La réalisation de la prestation conformément aux dispositions techniques visées dans les CCTP ;
- Gestion des déchets
- La ressource humaine nécessaire.
- La ressource en moyen matériel

➤ La partie de prestation ~~non récurrente~~ « à la demande »

Correspond à l'ensemble des prestations réalisées en sus des prestations principales, permettant d'optimiser l'efficacité, la qualité, la traçabilité et la continuité du service rendu. Elles sont traitées à prix unitaires et indiquées dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires » (BPU) appliquées aux quantités réellement commandées et donnant lieu à l'émission de bons de commande.

Les prix comprennent l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations dont la main-d'œuvre, déplacement, matériels, équipement et produits nécessaires à la réalisation de la prestation, astreintes éventuelles; toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché notamment :

- La réalisation de la prestation conformément aux dispositions techniques visées dans les CCTP ;
- Gestion des déchets
- La ressource humaine nécessaire.
- La ressource en moyen matériel

Cette partie est à bons de commande et est exécuté sans minimum avec un montant maximum mono-attributaire en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

## 6.2. Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes pendant la première année du contrat.

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché. La révision peut intervenir à la demande du pouvoir adjudicateur ou du titulaire. **La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant la date anniversaire du marché.**

Par application de l'article R 2112-13 du Code de la Commande Publique et 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

**La révision est régie par les dispositions suivantes :**

**Indices utilisés :** <http://www.index-proprete.fr/>

**Formule utilisée pour la 1<sup>ère</sup> révision:**

$$P1 = P0 \times (I1/I0)$$

P1 : prix de règlement après la 1<sup>ère</sup> révision ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I1 : dernier indice trimestriel connu au moment de la date de demande de révision des prix

I0 : indice publié au moment la publication soit l'indice du 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 d'une valeur de 113,6.

Formule utilisée pour la 2<sup>ème</sup> révision:

$$P2 = P1 \times (I2/I1)$$

P2 : prix de règlement après la 2<sup>ème</sup> révision ;

P1 : prix résultant de la 1<sup>ère</sup> révision ;

I2 : dernier indice trimestriel connu au moment de la date de demande de révision des prix

I1 : indice trimestriel utilisé pour la précédente révision (I1 de la première révision) ou à défaut dernier indice publié du mois de remise des offres.

Formule utilisée pour la 3<sup>ème</sup> révision :

$$P3 = P2 \times (I3/I2)$$

P3 : prix de règlement après la 3<sup>ème</sup> révision ;

P2 : prix résultant de la 2<sup>ème</sup> révision ;

I3 : dernier indice trimestriel connu au moment de la date de demande de révision des prix

I2 : indice trimestriel utilisé pour la précédente révision (I2 de la deuxième révision) ou à défaut dernier indice publié du mois de remise des offres.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause butoir :

Toute révision des prix prévue au contrat ne pourra entraîner une augmentation annuelle supérieure à 1,5 % par rapport aux prix révisés de l'année précédente.

Adresse des demandes à l'initiative du titulaire :

Centre Hospitalier de Versailles

Direction des Achats (cellule de la Commande Publique)

Hôpital André Mignot

177 rue de Versailles,

78157 Le Chesnay-Rocquencourt

**Lors de la révision des prix, une note indiquant le détail des calculs sera jointe.**

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou via le profil acheteur du GHT accompagné des éléments justificatifs.

Après acceptation, les nouveaux prix se substituent aux précédents, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Un courrier portant acceptation des nouveaux prix est notifié au titulaire.

Les nouveaux tarifs sont applicables pour les bons de commandes émis après la date d'anniversaire du marché.

### **6.3. TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### **6.4. Conditions de paiement**

■ **Avance :**

Sans objet.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Chaque circuit fait l'objet d'une facture mensuelle. Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;

- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- le numéro du circuit facturé.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Information relatives à l'Hôpital Le Vésinet pour le paiement des factures :

Etablissement concerné par l'exécution du contrat	Centre Hospitalier de Versailles SIRET : 26780271800028
Coordonnées du comptable assignataire	Monsieur le Trésorier des établissements publics de santé du GHT Yvelines 78 sud  12 rue l'Ecole des Postes, 78 015 VERSAILLES CEDEX <a href="mailto:jean.pitois@dgfip.finances.gouv.fr">jean.pitois@dgfip.finances.gouv.fr</a> 01 71 42 73 96
Délai de paiement	50 jours
Mode de paiement	Mandat administratif
Adresse de facturation	<b><u>Facturation électronique</u></b> ( <i>se reporter au CCP ou CCAP</i> ) : <a href="https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1">https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1</a>  Centre Hospitalier de Versailles – André Mignot Direction des Investissements et du Patrimoine 177, rue de Versailles 78157 Le Chesnay-Rocquencourt

■ **Périodicité des paiements :**

Pour les prestations forfaitaires (DPGF) les paiements sont mensuels.

Pour les prestations à bons de commande (BPU) les paiements se feront après le service fait.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

### ■ Répartition des paiements en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

La date servant de point de départ au délai global de paiement (sous réserve de service fait réalisé préalablement) est la date de « mise à disposition de la facture au destinataire ». Cette date est tracée et consultable dans l'historique Chorus-Pro.

## ARTICLE 7. MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS

---

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur le site concerné par une personne dûment habilitée dans les conditions prévues au CCAG. Si les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché public, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de respecter ses engagements.

La qualité de réalisation des prestations sera évaluée :

- Régulièrement par le titulaire du marché,
- Par des contrôles contradictoires inopinés effectués par L'Hôpital Le Vésinet.

## ARTICLE 8. PENALITES

---

### 8.1. Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

## **8.2. Pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation aux articles **14.1.2 et 14.1.3** du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Ces pénalités appliquées sont cumulables, applicables sans mise en demeure et jusqu'à résorption. Elles font l'objet d'une réfaction automatique sur la facture adressée au pouvoir adjudicateur via le récapitulatif mensuel des pénalités envoyées par celui-ci.

Enfin, la constatation des faits entraînant les pénalités est effectuée à la diligence du pouvoir adjudicateur et de ses représentants. Le titulaire peut faire valoir auprès du pouvoir adjudicateur ses observations et contestations éventuelles, en les accompagnant des justificatifs appropriés. Le titulaire est exonéré de pénalité sur justification de sa bonne foi, en cas d'empêchement imprévisible ou de force majeure. Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Concernant la facturation, en cas d'erreur et de retards répétés dont la responsabilité incomberait uniquement au titulaire du marché ou en cas de non prise en compte de la modification de certains éléments des prestations, l'acheteur se réserve le droit de suspendre la procédure de paiement en notifiant au titulaire par lettre recommandée avec avis d'accusé de réception les motifs de cette suspension. La procédure de paiement ne peut reprendre qu'après la remise par l'entreprise titulaire des pièces justificatives exigées par l'acheteur.

## **8.3. Pénalités applicables :**

Seules les prestations effectivement exécutées dans les conditions définies dans le présent cahier des charges donnent droit à paiement au « Titulaire ».

Par conséquent, sur dérogation apportée à l'article 14.1 du CCAG, le calcul des pénalités pour les prestations non effectuées ou mal faites est ainsi établi :

PENALITES : cas et modalités					
Manquement constaté	Descriptif	Application	Tolérance	Montant Pénalité (€ HT)	Conséquence immédiate requise
Pénalité de retard	En cas de retard dans l'exécution des prestations prévues au calendrier contractuel - non justifié par un cas de force majeure	Par jour calendaire et/ou par cas constaté	Au cas par cas	100 €	Remise en conformité et recadrage du personnel sur les missions à réaliser
Pénalité de mauvaise exécution	En cas de prestation non conforme aux prescriptions du CCTP-non justifié par un cas de force majeure	Par cas constaté contradictoire	Au cas par cas	250 €	Selon le cas, remise en conformité à l'attendu (RECA) au frais du titulaire en plus de la pénalité et recadrage du personnel sur les missions à réaliser
	Absence de signalement du titulaire de tout type de dysfonctionnement entraînant la non réalisation de la prestation	Par cas constaté	Au cas par cas	200 €	Recadrage du personnel du titulaire par le titulaire
	Non-conformité et/ou utilisation non validée de produits, matériel ou équipement utilisés par le titulaire	Par cas constaté contradictoire	Au cas par cas	100 €	Arrêt de l'utilisation de l'élément concerné et remplacement par un autre, conforme, au frais du titulaire.
	Entreposage de sacs à déchets dans les locaux et circulation	Par cas constaté	Au cas par cas	100 €	Remise en conformité et sensibilisation du personnel
	Non-respect de la politique de tri adoptée par le bénéficiaire	Par cas constaté	Au cas par cas	100 €	Rappel à la réglementation, facturation de surcoûts liés au retraitement ou au re-tri
	Vidange des déchets liquides dans les lavabos, éviers ( sans autorisation préalable du bénéficiaire)	Par cas constaté	Au cas par cas	100 €	Rappel à la réglementation et les surcoûts générés par les interventions des techniciens de l'hôpital et/ou d'une société extérieure pourront faire l'objet d'une facturation au prestataire
	Perte des clés ou des moyens d'accès aux locaux	Par cas constaté	Au cas par cas	30 €	Rappel aux obligations de sécurité et facturation des frais engendrés par le remplacement en cas de récurrence
Pénalité liée au personnel	Non respect de la tenue vestimentaire réglementaire	Par agent et par constat	Dès la 1 <sup>ère</sup> occurrence	30 €	Mise d'une tenue propre et complète dans l'heure qui suit le constat
	Non respect du principe de laïcité	Par agent et par constat	Après 1 <sup>er</sup> avertissement	200 €	Sanction disciplinaire
	Comportement inapproprié ( violences, état d'ivresse, vol etc....)	Par agent et par constat	Au cas par cas	2 000 €	Retrait et remplacement immédiat de la personne concernée
Pénalité de détérioration	Détérioration d'un équipement, local, bien ou autre appartenant au bénéficiaire ( incl. Vitrerie et ses contours/annexes)	Par cas constaté	Au cas par cas	500 €	Ou sur devis si la réparation n'est pas possible en interne
Cumul des pénalités	Les pénalités sont cumulables et seront déduites d'office des sommes dues au titulaire , sur présentation d'un état récapitulatif établi par le pouvoir adjudicateur.				

L'application des pénalités contractuelles est indépendante de la mise en œuvre des mesures correctives ou des conséquences immédiates requises. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger ou de faire exécuter ces mesures sans qu'il soit nécessaire d'appliquer systématiquement une pénalité.

## ARTICLE 9. RESILIATION

### 9.1. Résiliation pour faute

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG s'appliquent.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de la non-réponse aux courriers faisant état de ses dysfonctionnements, de la non amélioration de la prestation et de façon générale de tout non-respect des obligations du titulaire des dispositions du présent CCAP, du CCTP ou du CCAG-FCS, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après constatation d'infructuosité de cette mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

### 9.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **9.3. Résiliation pour motif d'intérêt général**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

En effet, s'agissant d'un marché à bons de commande sans montant minimum et en dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité de résiliation ne sera engagée au bénéfice du titulaire.

## **ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE**

---

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur dans les conditions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **ARTICLE 11. ASSURANCE**

---

Le titulaire du marché doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, pour la durée du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommage de toute nature, matériels et immatériels, directs ou indirects qui pourraient être causés aux personnels, biens et aux installations du CHLV, aux tiers (et leurs biens) et à son propre personnel (et leurs biens) à l'occasion de l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du CHLV et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 12. NANTISSEMENT OU CESSIION DU MARCHÉ**

---

En cas de nantissement ou de cession de créance, il est fait application des dispositions prévues aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Il est impératif de retourner l'exemplaire unique original ou le certificat de cessibilité au Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Sud Yvelines accompagné d'une lettre mentionnant le nom, l'adresse et les coordonnées bancaires du cessionnaire, sous peine de retarder le paiement de la créance.

### **ARTICLE 13. LANGUE ET MONNAIE**

---

Tous les documents, correspondances ou factures doivent être rédigés en langue française.  
Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

L'unité monétaire utilisée pour le présent marché est l'euro.

### **ARTICLE 14. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS**

---

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement fiscal en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte est l'euro.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°. \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ ayant pour objet \_\_\_\_\_.  
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du présent document. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change".*

### **ARTICLE 15. CONTESTATIONS - LITIGES**

---

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre le CHV et l'entreprise titulaire du marché ne pourront être invoquées par l'entreprise titulaire comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir pour l'interprétation ou l'exécution du présent marché conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

La personne responsable du marché a la faculté de soumettre, pour avis, toute contestation ou toute interprétation des clauses du marché, à l'Unité Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (clauses administratives ou relatives au prix), à laquelle sont adressées, dans cette hypothèse, les copies des documents formant le marché.

En cas de manquement grave du titulaire du marché, l'Unité Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes et du contrôle qualité est saisie, à la requête de la personne responsable.

Dans tous les cas de litiges relatifs à la présente consultation, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Versailles.

56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles Cedex

Tel : 01 39 29 54 00 ;

Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)

## ARTICLE 16. DISPOSITIONS PARTICULIERES

---

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au CHV tout changement ayant une incidence sur le statut de la société.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au CHV les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire (il produira à cet effet un nouveau relevé d'identité bancaire).

Si le titulaire du marché néglige de se conformer notamment à cette disposition, le CHV ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie pour comparaison avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le CHV n'aurait pas eu connaissance.

## ARTICLE 17. Certificat de bonne exécution :

---

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 8 déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-FCS,  
L'article 8.2 déroge à l'article 14.1 du C.C.AG – FCS,  
L'article 9.3 déroge à l'article 42 du C.C.A.G-FCS.



#### Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(legifrance\)](#)  
[CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021](#)